

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Opération : CSPA - Assises de l'Ancien Palais de justice 30, rue Joséphine à Evreux - Restructuration de la zone

Client : MINISTERE DE LA JUSTICE
Adresse des travaux : 30, rue Joséphine
27000 Evreux

Aff. N° : C-ROCS-2022-30-135911
Opération de catégorie : Niveau 2

Coordonnateur SPS : Bruno IANNELLI
Mail : bruno.iannelli@btp-consultants.fr
Mobile : +33607834491

Agence : Agence Paris Ouest
Immeuble Odysée - 3^e étage
19, avenue du Centre
78280 GUYANCOURT
Fixe : +33139441797

Initié le : 06/07/2022

Date de mise à jour : 19/07/2022



Indice	Date	Modifications apportées
0	06/07/2022	

Sommaire

Renseignement administratif	4
1. Description sommaire de l'opération	4
2. Planning prévisionnel	4
3. Catégorie de l'opération	4
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	4
5. Coordonnées des intervenants	4
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'œuvre en concertation avec le CSPS	5
1. Particularités de l'opération	5
2. Polluants	6
3. PIC	7
4. Réseaux	8
5. Installations de chantier	10
6. Circulations piétons et véhicules	12
7. Stockage	15
8. Évacuation des déchets et matériaux	15
9. Manutention, appro et levage	16
10. Échafaudages	16
11. Protections Collectives	17
12. Spécificités complémentaires	18
13. Secours	19
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	21
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	21
2. Modalités d'interventions	21
3. VIC - P.P.S.P.S.	22
4. Accueil sur site et formation	22
5. Modalités de coopération	23
6. Enchaînement des tâches	23
7. Travaux superposés	23
8. Visite et courrier des Organismes	23
9. Non-respect du Code du Travail	24
10. Particularités de l'opération	24
11. Polluants	24
12. PIC	27
13. Réseaux	28
14. Installations de chantier	31

15. Circulations piétons et véhicules	36
16. Stockage	37
17. Évacuation des déchets et matériaux	38
18. Manutention, appro et levage	38
19. Échafaudages	38
20. Protections Collectives	40
21. Spécificités complémentaires	41
22. Secours	43
Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)	45

Renseignement d'ordre administratif

1. Description sommaire de l'opération

Restructuration de la zone d'Assises de l'Ancien Palais de justice d'Evreux

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 20 mois
- Démarrage prévisionnel : 06/03/2023
- Effectif prévisionnel : -

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :
Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	TRAVAUX PREPARATOIRES	SPIE BATIGNOLLES	TL
02	TRAITEMENT FONGICIDE	NORMANDES TERMITES	TL
03	ELECTRICITE	SEVDEC	TL

5. Coordonnées des intervenants

DIRECTION DES TRAVAUX

Qualité	Société	Adresse	Responsable	Téléphone & Email
Architecte	ATELIER G	20 rue Léon Malétra 76140 - LE PETIT QUEVILLY	Deriquehem ANNA	anna.deriquehem@atelierg. archi
OPC	OPUS INGENIERIE	-	Florie FOUQUET	+33632988048 florie.fouquet@opusingenie rie.fr
Maître d'œuvre conception	ATELIER G	20 rue Léon Malétra 76140 - LE PETIT QUEVILLY	Emmanuel GARCIA	+33607529094 emmanuel.garcia@atelierg. archi
Maitre d'Ouvrage	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	-	Stéphane BRYON	+33778113445 stephane.bryon@justice.go uv.fr
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS	-	Patrick GUILLEMIN	+33678802553 patrick.guillemine@btp- consultants.fr
Coordonnateur SPS	BTP-CONSULTANTS	-	Bruno IANNELLI	+33607834491 bruno.iannelli@btp- consultants.fr

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

Particularités de l'opération

Contraintes spécifiques

Interdictions : Stockage , même temporaire en dehors des emprise de chantier délimité par le PIC

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devra être établi sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'entrepreneur de cette prescription, le maître d'oeuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur.

Servitudes : Accès livraison via la rue du président Huet , commune à l'exploitation et au chantier de travaux de couverture (hors mission BTP CONSULTANTS)

Contraintes techniques :

Aucune obturation des voies pompiers autorisée , même ponctuelles
aucun flux de chantier aux droits des accès exploitant

Autorisations administratives

Occupation du domaine public : demande en cours

Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise : demande en cours

Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise : demande en cours

PC sécurité / Permis feu

Travaux en ERP : Permis de faire : à faire établie quotidiennement par une personne compétente (SSIAP du PCSI par exemple) : les rondes de contrôles quotidiennement seront réalisé pendant 2H après la fin de production du point chaud

Formule de CONSIGNES DE SÉCURITÉ. Le document est divisé en deux sections principales : 'AVANT LES TRAVAUX' et 'PENDANT LES TRAVAUX'. La section 'AVANT LES TRAVAUX' contient des cases à cocher pour vérifier les conditions de sécurité avant le début des travaux. La section 'PENDANT LES TRAVAUX' contient des cases à cocher pour vérifier les conditions de sécurité pendant les travaux. Le document est signé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Formule de PERMIS DE FEU. Le document est divisé en deux sections principales : 'REQUISITAIRES ADMINISTRATIFS' et 'INTERVENTION'. La section 'REQUISITAIRES ADMINISTRATIFS' contient des cases à cocher pour vérifier les conditions administratives. La section 'INTERVENTION' contient des cases à cocher pour vérifier les conditions de l'intervention. Le document est signé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Interactions sur le site

Parties occupées : Toutes les zones du TJI situées hors emprise de la cour d'assise

Tous les moyens nécessaires à l'interdiction au public de pénétrer sur le chantier pendant la durée des travaux sont à la charge de l'Entreprise, à la périphérie de bâtiment.

TRAVAUX CONNEXES en cours (hors mission btp-consultants) prise en compte dans le phasage et coordination inter chantier



Polluants

Amiante

Diagnostic établi par : QUALICONSLT IMMOBILIER
Rapport N° 548450-1

établi le 15/05/2019

Synthèse du diagnostic : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré à ce stade de matériaux et produits contenant de l'amiante.



Plomb

Diagnostic établi par : SOCOTEC / Référence du rapport : 10591-/19/2622-V2

Le 17/10/2019

Synthèse du diagnostic : Absence de plomb dans l'emprise de la cour d'assise



SES BUREAUX CONSEILS Talant de Grande Industrie d'Orléans 28 rue de la République 45000 Orléans	Propriétaire Fonctionnaire Général du Ministère de la Justice - M. MOINE Tristan 28 rue de la République 45000 Orléans
Déclarant Fonctionnaire Général du Ministère de la Justice - M. MOINE Tristan 28 rue de la République 45000 Orléans	
Nature des travaux : Réhabilitation - 100 - Destination : RDM Ce rapport a été établi en vertu de la loi 10591-19-2622 (2019) de la suite d'audiences d'urgence	
Date du rapport : 23/10/2019 Date de visite : 17/10/2019 Nombre de pages : 27 Part à : 100% Référence du dossier : 10591-19-2622-V2 Référence du rapport : 10591-19-2622-V2	Auteur du rapport : Jean-Michel BRETZ Fonction : Opérateur de repérage Certificat de compétence n° 27107154-05 Délivré par : SOCOTEC Certification France Contrôle d'assurance : KVA n° 37255-0070007 / 10591-19-2622-V2

Xylophages

Diagnostic établi par : LOT 02
Non communiqué à ce stade de la conception du PGC IND00

Le

Synthèse du diagnostic :

Dispositions retenues :

PIC

Plans de phasage

Entreprise titulaire du lot : GO

Phasage initial en date du : à préciser

Mise à jour le : à préciser

Plans d'installation de chantier

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot

En phase de : GO pour la phase travaux principaux et à la charge de SOCOTEC pour la phase préparatoires en cours



Réseaux

DICT

Entreprise titulaire du lot : GO

Contraintes issues des documents reçus : à préciser

Consignations

Entreprise titulaire du lot : 03

Réseaux consignés : à préciser

Chargé de consignation : à préciser

Réseaux actifs et repérés comme tels : ELECTRICITE

ANNEXE – PROCEDURE DE CONSIGNATION MESURES GENERALES DE PREVENTION COURANTS FORT ET FAIBLE	
DISPOSITIFS DE PREVENTION OU PROCEDURE A RESPECTER	
DESCRIPTION DES OUVRAGES ET DU MATERIEL Avant d'intervenir sur les machines, appareils ou installations à l'abri, il convient de s'assurer que cette intervention pourra être effectuée sans risque pour l'opérateur. Parmi les mesures à prendre, il convient d'effectuer la consignation de la machine, de l'appareil ou de l'installation.	
PROCEDURE DE CONSIGNATION :	
Situation <ul style="list-style-type: none">Mise hors tension de tous les circuits de puissance et de commande de façon pleinement apparente y compris les alimentations de secours (électrique).Suppression des tensions de tous foyers de ligne apparente (par de ville).	
Consignation <ul style="list-style-type: none">Verrouillage par un dispositif matériel efficacement mécanisable, dont l'état est visible de l'extérieur, réversible uniquement par un outil spécifique, personnel pour chaque intervenant.	
Identification <ul style="list-style-type: none">Intervention claire et permanente de la réalisation de la consignation.	
Consignation ou effacement de l'énergie <ul style="list-style-type: none">Mise à la terre et en court-circuit des conducteurs (application à réaliser après la vérification).Verrouillage des conducteurs par, ventilation des foyers.	
Vérification <ul style="list-style-type: none">Absence de tension entre tous les conducteurs (y compris le neutre), et entre eux et la terre de l'installation. Mesure des zones dangereuses résiduelles.	
Identification <ul style="list-style-type: none">Une à deux fois d'assurer que les travaux seront effectués sur l'installation ou l'équipement concerné. Pour cela, les schémas et le repérage des éléments doivent être fiables, permanents et à jour.	
DECONSIGNATION ET REMISE EN SERVICE <ul style="list-style-type: none">Ceci ne peut être réalisé qu'après élimination de la ou des alimentations de la ou des tranches.Une procédure similaire à la consignation est à mettre en œuvre.	
HABILITATIONS ET FORMATIONS A AVOIR SUJANT LA NATURE DES INTERVENTIONS	
HABILITATION ELECTRIQUE TYPE <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	

Électricité de chantier de base

Entreprise titulaire du lot : 03

Emplacement de l'armoire principale : à préciser sur le PIC

HABILITATIONS DU DOMAINE BT
<p>B1 EXERCITANT NON ELECTRICIEN</p> <p>Une personne habilitée B1 peut décider un arrêt désigné et non de sa propre initiative, sans surveillance, au sein d'un circuit électrique et effectuer et diriger des travaux d'ordre non électrique. Elle peut effectuer des manœuvres permises. Elle peut remplacer un disjoncteur à condition qu'il n'y ait pas de risque de court-circuit ou de projections de particules. L'habilitation B1 n'est pas depuis 2015.</p>
<p>B1 - B1V EXERCITANT ELECTRICIEN</p> <p>Une personne habilitée B1 est un electricien électrique qui agit toujours sur installations isolées ou isolées et n'est à sa propre sécurité. Elle peut effectuer des travaux et des manœuvres hors circuits de police mais sous tension. Elle peut effectuer des manœuvres de consignation conventionnelles par un disjoncteur ou interrupteur. Elle peut effectuer, sur installation, des manœuvres d'ordre à la prise unique électrique. Cette habilitation entraîne celle d'ordre 1. Une personne habilitée B1V peut effectuer les mêmes tâches au disjoncteur de police mais sous tension.</p>
<p>B2 - B2V (CHARGE DE TRAVAIL)</p> <p>Une personne habilitée B2 assure la direction effective des travaux et prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et celle du personnel placé sous ses ordres. Elle doit valider à l'application de ces mesures. Elle peut recevoir une habilitation disjoncteur et la signer. Cette habilitation entraîne celle d'ordre 1 et d'ordre 1. Une personne habilitée B2V peut effectuer les mêmes tâches au disjoncteur de police mais sous tension.</p>
<p>B3 (CHARGE DE CONSIGNATION)</p> <p>Une personne habilitée B3 effectue ou fait effectuer la consignation disjoncteur et prend les mesures de sécurité correspondantes. Elle doit avoir l'accord du chargé d'exploitation ou du chef d'exploitation. Elle n'est pas en quatre étapes de la consignation, soit seulement les deux premières. Cette seule habilitation ne permet pas d'exercer les fonctions de surveillance de sécurité électrique.</p>
<p>B4 (CHARGE D'INTERVENTION D'ENTRETIEN ET DE DEPANNAGE)</p> <p>Une personne habilitée B4 assure des interventions disjoncteur disjoncteur avec présence de tension, sous et sur tension. Elle peut travailler seule ou avec des electriciens sous ses ordres. Elle peut consigner une partie d'installation pour son propre compte ou pour un tiers sous ses ordres. Elle peut recevoir une habilitation disjoncteur et la signer. Cette habilitation entraîne celle d'ordre 1 et d'ordre 1.</p> <p>Le titulaire de la sécurité électrique doit avoir une connaissance approfondie en matière de sécurité électrique. Il possède une habilitation d'ordre 1, 1 ou 2 ou une habilitation B1.</p> <p>Les personnes habilitées B4 sont responsables du port de leur équipement de protection individuelle (EPI).</p> <p>L'habilitation de type T (travail sous tension) doit être renouvelée chaque année par l'employeur à l'issue d'une visite médicale.</p> <p>Le titulaire B4 est généralement un personnel non électrique qui peut remplacer un fusible, une lampe, une prise de courant, un interrupteur, ouvrir ou fermer un circuit de protection ou de commande, effectuer un raccordement simple.</p> <p>Un titulaire B4 peut diriger un titulaire B1 ou B1V.</p>

Électricité complémentaire

Entreprise titulaire du lot : 03

Type de coffrets et répartition : à préciser

HABILITATIONS DU DOMAINE BT
<p>B1 EXERCITANT NON ELECTRICIEN</p> <p>Une personne habilitée B1 peut décider un arrêt désigné et non de sa propre initiative, sans surveillance, au sein d'un circuit électrique et effectuer et diriger des travaux d'ordre non électrique. Elle peut effectuer des manœuvres permises. Elle peut remplacer un disjoncteur à condition qu'il n'y ait pas de risque de court-circuit ou de projections de particules. L'habilitation B1 n'est pas depuis 2015.</p>
<p>B1 - B1V EXERCITANT ELECTRICIEN</p> <p>Une personne habilitée B1 est un electricien électrique qui agit toujours sur installations isolées ou isolées et n'est à sa propre sécurité. Elle peut effectuer des travaux et des manœuvres hors circuits de police mais sous tension. Elle peut effectuer des manœuvres de consignation conventionnelles par un disjoncteur ou interrupteur. Elle peut effectuer, sur installation, des manœuvres d'ordre à la prise unique électrique. Cette habilitation entraîne celle d'ordre 1. Une personne habilitée B1V peut effectuer les mêmes tâches au disjoncteur de police mais sous tension.</p>
<p>B2 - B2V (CHARGE DE TRAVAIL)</p> <p>Une personne habilitée B2 assure la direction effective des travaux et prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et celle du personnel placé sous ses ordres. Elle doit valider à l'application de ces mesures. Elle peut recevoir une habilitation disjoncteur et la signer. Cette habilitation entraîne celle d'ordre 1 et d'ordre 1. Une personne habilitée B2V peut effectuer les mêmes tâches au disjoncteur de police mais sous tension.</p>
<p>B3 (CHARGE DE CONSIGNATION)</p> <p>Une personne habilitée B3 effectue ou fait effectuer la consignation disjoncteur et prend les mesures de sécurité correspondantes. Elle doit avoir l'accord du chargé d'exploitation ou du chef d'exploitation. Elle n'est pas en quatre étapes de la consignation, soit seulement les deux premières. Cette seule habilitation ne permet pas d'exercer les fonctions de surveillance de sécurité électrique.</p>
<p>B4 (CHARGE D'INTERVENTION D'ENTRETIEN ET DE DEPANNAGE)</p> <p>Une personne habilitée B4 assure des interventions disjoncteur disjoncteur avec présence de tension, sous et sur tension. Elle peut travailler seule ou avec des electriciens sous ses ordres. Elle peut consigner une partie d'installation pour son propre compte ou pour un tiers sous ses ordres. Elle peut recevoir une habilitation disjoncteur et la signer. Cette habilitation entraîne celle d'ordre 1 et d'ordre 1.</p> <p>Le titulaire de la sécurité électrique doit avoir une connaissance approfondie en matière de sécurité électrique. Il possède une habilitation d'ordre 1, 1 ou 2 ou une habilitation B1.</p> <p>Les personnes habilitées B4 sont responsables du port de leur équipement de protection individuelle (EPI).</p> <p>L'habilitation de type T (travail sous tension) doit être renouvelée chaque année par l'employeur à l'issue d'une visite médicale.</p> <p>Le titulaire B4 est généralement un personnel non électrique qui peut remplacer un fusible, une lampe, une prise de courant, un interrupteur, ouvrir ou fermer un circuit de protection ou de commande, effectuer un raccordement simple.</p> <p>Un titulaire B4 peut diriger un titulaire B1 ou B1V.</p>

Installation existante

Entreprise titulaire du lot : 03

Locaux ou équipements concernés : à préciser

ANNEXE – PROCEDURE DE CONSIGNATION MESURES GENERALES DE PREVENTION COURANTS FORT ET FAIBLE
<p>DISPOSITIFS DE PREVENTION OU PROCEDURE A RESPECTER</p> <p>DE DESCRIPTION DES CIRCUITS ET DU MATERIEL</p> <p>Avant d'intervenir sur les machines, appareils ou installations à l'arrêt, il convient de s'assurer que celle observation pourra être effectuée sans risque pour l'opérateur. Parmi les mesures à prendre, il convient d'effectuer la consignation de la machine, de l'appareil ou de l'installation.</p> <p>PROCEDURE DE CONSIGNATION :</p> <p>Isolation</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise hors tension de tous les circuits de puissance et de commande de façon pleinement apparente y compris les alimentations de secours (électrodes) ; Exploitation des armoires de tous fusibles de façon apparente (pas de ville) ; <p>Consignation</p> <ul style="list-style-type: none"> Verrouillage par un dispositif matériel officiellement reconnu, dont l'état est visible de l'extérieur, évitant tout risque de mise sous tension, personnel pour chaque intervenant ; <p>Signalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Information claire et permanente de la réalisation de la consignation ; <p>Conservation des états de tension</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise à la terre et en court-circuit des conducteurs (spécialement à réaliser après la vérification) ; Vérification des caractéristiques gaz, ventilation des locaux ; <p>Isolation</p> <ul style="list-style-type: none"> Abaissement de tension entre tous les conducteurs (y compris les neutres), et entre eux et la terre de l'installation, battage des zones dangereuses isolées ; <p>Identification</p> <ul style="list-style-type: none"> Elle a pour but d'assurer que les travaux soient effectués sur l'installation ou l'équipement concerné. Pour cela, les schémas et le repérage des éléments doivent être fiables, permanents et à jour ; <p>DECONSIGNATION ET REMISE EN SERVICE</p> <ul style="list-style-type: none"> Ceci ne peut être réalisé qu'après réception de la ou des autorisations de fin de travaux ; Une procédure similaire à la consignation est à mettre en œuvre ; <p>HABILITATIONS ET FORMATIONS A AVOIR SELON LA NATURE DES INTERVENTIONS</p> <p>HABILITATION ELECTRIQUE TYPE : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p>

Eau potable de chantier de base

Entreprise titulaire du lot : GO

Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser

Eau potable complémentaire

Entreprise titulaire du lot : PB / CVC

Emplacement des robinets de puisage : à préciser

Téléphone de chantier

Entreprise titulaire du lot : 01

Un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) sera en permanence tenu à disposition de tous les intervenants dans le bureau de chantier.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du bureau de chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.

Installations de chantier

Clôtures de chantier

Entreprise titulaire du lot : 01

En limite de l'emprise : emplacements à préciser sur le PIC LOT 01

A l'intérieur de l'emprise : emplacements à préciser



Accès piétons

Entreprise titulaire du lot : 01

Rue du président HUET 27000 EVREUX : accès livraison du TGI

Accès à l'emprise par portillon et cadenas : code : à préciser



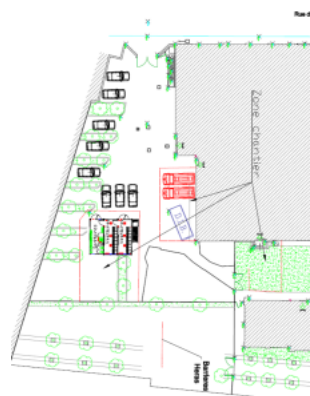
Cantonnements

Entreprise titulaire du lot :01 Travaux Préparatoires

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : à préciser sur le PIC (8 en phase préparatoire dans les installations du chantier CONNEXES SOCOTEC jusqu'à début septembre 2022)

Installés dans les bungalows, situés : à préciser sur le PIC LOT 01

Sanitaires relai situés : à préciser



Bureaux de chantier

Entreprise titulaire du lot 01

Emplacement et accès: à préciser sur le PIC

Protections contre l'incendie

Entreprise titulaire du lot : 01

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une

pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procèderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

à préciser sur le PIC Phase préparatoires et travaux principaux

Nettoyage des cantonnements

Entreprise titulaire du lot : Chantier connexes suivi par SOCOTEC

Périodicité : Quotidiennement

Nettoyage du chantier

Entreprise titulaire du lot : TCE

Périodicité : AUTANT QUE NECESSAIRE et une fois par semaine à minimum

Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Entreprise titulaire du lot : 01

Qui ouvre, qui ferme : LOT 01

Horaires : 9H / 17H.

6h / 13h pour la phase préparatoire de 2 mois à compter de juillet 2022

Procédure pour heures supplémentaires : NON

Travaux le samedi : NON

Travaux le Dimanche : NON

Cheminements sécurisés piétons

Entreprise titulaire du lot : 01

Cheminement entre portillon et base-vie sécurisé par : à préciser

Cheminement entre base-vie et bâtiments sécurisé par : clôtures mobiles , rigides et stables

A préciser sur le PIC suivant les phasages de travaux préparatoires et travaux principaux



Circulations verticales piétons

Entreprise titulaire du lot : 01

Sapine, pour accès : à préciser

Escalib, pour accès : à préciser

Escaliers définitifs à l'avancement : emplacements à préciser

Escalier existant : emplacements à préciser



Accès véhicules – livraisons

Entreprise titulaire du lot 01

Type de portail ouvrant, sur charnières ; ; largeur libre : à préciser

Accès en marche avant,

Sortie en marche avant,

Dimensions approximatives de la plateforme : à préciser

Limite de charge : à préciser

Présence de quais de déchargement ; caractéristiques : à préciser

Conditions de roulage des charges jusqu'aux zones de stockage : à préciser

Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : à préciser



Places de stationnement

Entreprise titulaire du lot : 01

Réservées à : CF PIC

Emplacements : CF PIC LOT 01



Piste de chantier

Entreprise titulaire du lot : 01

Limite de gabarit en largeur et hauteur : à préciser

Limite de charge à l'essieu : à préciser

Obstacle : à préciser

Aire de retournement : OUI



Aire de nettoyage des roues

À compléter à l'avancement

Stockage

Aires de stockage - magasins

Entreprise titulaire du lot : 01

Emplacement : CF PIC LOT 01

Évacuation des déchets et matériaux

Bennes de chantier

Entreprise titulaire du lot : 01

Emplacement : cf pic



Manutention, appro et levage

Grues mobiles

Entreprise titulaire du lot : 01

Date prévue pour le début de l'intervention : à préciser

Date prévue pour la fin de l'intervention : à préciser

Zone de déplacement : à préciser

Volume d'évolution potentiel de la flèche, interférences : à préciser



Échafaudages

Échafaudages de pied

Entreprise titulaire du lot :

Mise en commun pour les lots : à préciser

Phasage, durée : à préciser

Levage associé : à préciser

Sapine d'accès : à préciser

Protection collective pendant les travaux de : à préciser



Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

- Bord de fouilles : lot 01

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques.
Elles seront déposées en sécurité après coulage des planchers et remblaiement des pieds de façade.

- Remblaiement périphérique : lot 01

Réalisée par : à préciser
Date prévisionnelle : à préciser

- Nez de dalles,; lot 01

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.
Elles seront déposées en sécurité...

- Baies en façades : lot 01

Les protections seront constituées par..
Elles seront déposées en sécurité ...

- Charpente/couverture : lot 01

Les protections collectives seront constituées par la mise en œuvre d'échafaudages de pied assurant le rôle de surface de recueil, compris pointes sur pignons et toutes rehausses ponctuelles.

- Filets en protections collectives : lot 01

Mis en commun pour les lots : à préciser
Emplacement : à préciser
Durée : à préciser
Déposés par : à préciser

- Périphéries des dalles circulables en combles : lot 01

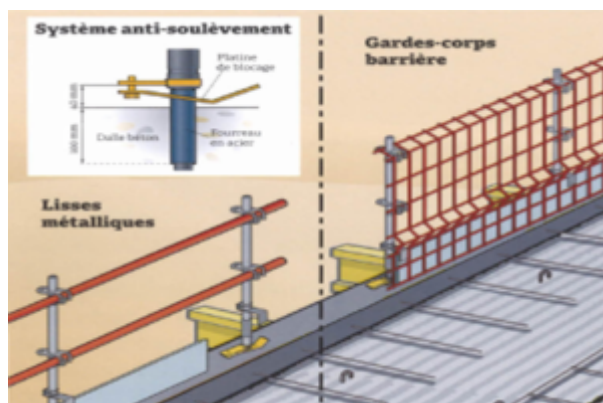
Les protections seront constituées par lisses métalliques sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.
Elles seront déposées en sécurité, par en-dessous, avant pose des éléments de charpente bois. En même temps que la pose de la charpente, les éléments de protections collectives définitifs seront mis en œuvre, toujours par-dessous.

- Tranchées

Toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.), seront sécurisées par mise en place de garde-corps périphériques ou d'un balisage en retrait d'un mètre du bord de fouille.
Un blindage sera mis en œuvre dès que le terrain le nécessitera, et dans tous les cas au-delà d'1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.

- Remblaiement périphérique

Dès le coulage du plancher situé au niveau du terrain entourant chaque bâtiment, le remblaiement périphérique sera effectué de façon à former une surface plane. La partie remblayée sera compactée de façon à offrir une résistance identique aux sols en place.



Protections contre le bruit

Entreprise titulaire du lot : 01

Emplacement : à préciser

Phasage, durée : Phase préparatoires et travaux principaux

Spécificités complémentaires

Curage-déconstruction

Entreprise concerné par le lot : 01

Zones du chantier concernées : A préciser sur le PIC suivant les phasages de travaux préparatoires et travaux principaux

Silice

Entreprise concerné par le lot : TCE

Mesures de protection spécifiques (masques, aspiration à la source, humidification etc..) : à préciser

Zones du chantier concernées : toutes zones A préciser sur le PIC suivant les phasages de travaux préparatoires et travaux principaux

Ponçage des parquets

Entreprise concerné par le lot : 01 / 02

Zones du chantier concernées : A préciser sur le PIC en phase "travaux préparatoires" et de "travaux de rénovation"

Gaz d'échappement

Entreprise concerné par le lot : TCE
Zones du chantier concernées : Dans l'emprise du chantier

Maladies nosocomiales

Entreprise concerné par le lot : go
Zones du chantier concernées : Salles de cour d'assise et ses sous sol

Zoonose

Entreprise concerné par le lot : GO
Zones du chantier concernées : A préciser sur le PIC en phase "travaux préparatoires" et de "travaux de rénovation"

Secours

Zone de rassemblement

Entreprise concerné par le lot : LOT GO
Emplacement : A préciser sur le PIC en phase travaux préparatoires et de construction



Trousse de secours

Entreprise concerné par le lot : go
Emplacement : Dans la base vie



SST

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : TCE en phase préparatoire et travaux principaux



Procédure d'évacuation

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : GO

Personnel désigné pour accueillir les secours : à préciser par l'exploitant

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le registre journal de la CPCS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;

- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

10. Particularités de l'opération

Interactions sur le site

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installations électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Chef d'établissement.

11. Polluants

Amiante

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux plantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devra prévoir la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisée par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage, qui est intégrée au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

Plomb

Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives indiquant la présence de plomb.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également

repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise ayant effectué les travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1000 microgrammes par m², dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie sera conforme aux dispositions de l'ED 909, édition 2013, et sera détaillée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise, qui devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise en charge des travaux sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP, mesure de la VME), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra fournir notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air;
- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise en big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été

validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;

- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

Xylophages

Toute partie de bois infestée devra être brûlée sur site. Les conditions de l'élimination des bois devront faire l'objet d'une étude présentée au CSPS et validée par la Maîtrise d'œuvre.

12. PIC

Plans d'installation de chantier

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- L'implantation de l'éventuel bureau des agents de trafic ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des zones de préfabrication éventuelles ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des recettes ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

13. Réseaux

DICT

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

- a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;
- b) avant l'exécution des travaux :
 - soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
 - soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
 - soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.
- c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation
- d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;
- e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;
- f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;
- g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;
- h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;
- i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;
- j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :
 - de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été

communiqué dans les récépissés de DICT ;

- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT

- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour ;

- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;

- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;

- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;

- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

Consignations

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre

Électricité de chantier de base

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier et du bureau de trafic ;
- Le branchement du digicode/lecteur de badge/du lecteur biométrique contrôlant l'accès piéton au chantier
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Électricité complémentaire

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris désamiantage, chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés soigneusement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A. Prévoir une armoire par maison individuelle.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier (accès aux bungalows et tous cheminements extérieurs) par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, cabines d'ascenseurs de chantier, etc...si nécessaire.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Installation existante

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Une vérification initiale devra également être réalisée sur l'alimentation électrique de l'ascenseur existant et maintenu en fonction, depuis l'armoire générale jusqu'au tableau électrique de l'ascenseur.

Eau potable de chantier de base

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux des lots terrassement et gros-œuvre, de l'aire de nettoyage des bennes et podiums, de la centrale à béton, ainsi que l'aire de lavage/de nettoyage des roues de véhicules.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

Eau potable complémentaire

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage tous les 3 niveaux de chaque cage d'escalier, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides. Prévoir un point de puisage par maison individuelle.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau.

Téléphone de chantier

Conformément à la recommandation de l'OPPBTP, les matériels mis en place dans le cadre de l'installation du bureau de chantier seront raccordés à une ligne de téléphonie fixe, permettant également le raccordement internet des terminaux. Prévoir à minima 2 RJ 45 et 3 PC en 220V par poste de travail.

Un téléphone portable en parfait état de marche (batterie chargée) sera en permanence tenu à disposition de tous les intervenants dans le bureau de chantier.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du bureau de chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.

A défaut de réseau stable le Maître d'œuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée au CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

14. Installations de chantier

Clôtures de chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- de tunnels pour piétons ;
- de feux de signalisation,
- de marquages au sol,
- de panneaux de signalisation routière ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails, tourniquets et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

En phase démolition, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force. Elles seront maintenues en place jusqu'à l'arrivée du lot...

En phase terrassement, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force.

Dès l'arrivée de la grue, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments opaques (bardage, par exemple), conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, compris jambes de force.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'études de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

Accès piétons

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Un badge nominatif, avec photo, sera établi avant toute intervention sur site. Ce badge permettra d'actionner le tourniquet placé à l'entrée des piétons sur le chantier.

En complément, un lecteur biométrique sera installé au niveau du lecteur de badge.

Ce badge devra être détenu par chacun des personnels intervenant sur site, et présenté sur simple demande de la Maîtrise d'Œuvre et du CSPS.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte

d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

Cantonnements

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

- dans des roulottes autonomes, permettant d'accueillir chacune 4/6 personnes ;
- dans une partie des locaux existants, dans l'emprise ;
- dans des locaux existants, hors emprise ;
- dans une partie des locaux ayant fait l'objet des travaux, après réception partielle.

Sanitaires

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Conformément à la recommandation de la CRAMIF/CARSAT, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieur par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Bureaux de chantier

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé et climatisé.

Le matériel de communication (téléphone, écran plat, liaison internet) et de reproduction (photocopieur/scan) nécessaire au bon fonctionnement du chantier sera installé, et mis à disposition de tous les intervenants.

Protections contre l'incendie

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du PC sécurité

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

Nettoyage des cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations

Nettoyage du chantier

Les gravats, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En phase Gros-Œuvre, pour chacune des grues du chantier, des bennes autovid seront mises à disposition des compagnons sur les planchers en cours de coffrage.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

15. Circulations piétons et véhicules

Cheminements sécurisés piétons

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc..., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairement sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau d'avertissement adéquat.

Circulations verticales piétons

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairement sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

La mise en œuvre des escaliers définitifs (autres que menuisés) sera réalisée à l'avancement. Les escaliers seront obligatoirement munis de main-courantes, provisoires ou définitives ; ceux d'une largeur au moins égale à 1,5 mètre en seront munis de chaque côté.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

Accès véhicules – livraisons

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Sur chaque aire de livraison, un quai de déchargement de hauteur réglable ou sur deux niveaux

permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue sera également dû au titre de la prestation. Côté opposé au quai, une paroi fixe, avec dispositif réglable en partie supérieure, constituera le dispositif anti-chute.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via les monte-charges, lifts accompagnés de chantier, ascenseurs mis en service de façon anticipée). Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

Places de stationnement

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.

Piste de chantier

La circulation des véhicules est limitée à l'aire de livraison, depuis les portails d'entrée et de sortie de l'emprise.

Toutes les circulations provisoires pour les véhicules et engins, notamment les engins de levage mobiles, seront identifiées et sécurisées par barriérage avant le début de chaque phase de travaux.

Ces circulations seront tenues hors d'eau pendant toute la durée des travaux par empierrement simple sur plateforme de terrassement, avec interposition d'un feutre anti-contaminant.

Ces circulations seront tenues hors d'eau pendant toute la durée des travaux par réalisation des structures de voirie, hors revêtement de finition.

La vitesse des véhicules sera limitée à 10 km/h dans l'emprise chantier. Un affichage par panneaux limitatifs sera effectué depuis l'accès véhicules, avec rappel tous les 30 m environ. Au besoin, des gendarmes couchés ou des chicanes seront aménagés aux endroits où une vitesse excessive a été constatée.

16. Stockage

Aires de stockage - magasins

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial

17. Évacuation des déchets et matériaux

Bennes de chantier

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier, sous grue(s) comme après départ de celle(s)-ci.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

18. Manutention, appro et levage

Grues mobiles

Les zones de déplacements seront présentées au CSPS, les zones de mise en station feront l'objet d'une reconnaissance préalable de la stabilité et de la portance des sols.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une grue à tour en fonctionnement n'est pas autorisée sans la mise en place préalable, par l'entreprise introduisant la grue mobile, d'un système anticollision type CAD.42 ou similaire.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une autre grue mobile déjà présente sur site n'est pas autorisée avant communication au CSPS de la zone de déplacement prévue.

19. Échafaudages

Échafaudages de pied

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun pour les lots ravalement, charpente bois, couverture, menuiseries extérieures, métallerie....etc...

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;

- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur ;
- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi-planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Spécificités complémentaires pour la mise en œuvre lors de réhabilitation :

En partie supérieure, ils devront dépasser les planchers de travail de 2,5 m minimum.

Ils seront équipés de filets ou bâches sur toute hauteur, notamment autour des sapines de levage, de façon à constituer une protection entre toutes les parties en travaux et les tiers.

Les regards existants sur le trottoir devront être visitables pendant toute la durée des travaux (sauf indication contraire du concessionnaire).

Toutes les enseignes lumineuses, panneaux, dispositifs d'éclairage, etc... seront protégés mécaniquement, et mises à l'abri des poussières et projections d'eau.

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage de tôles nervurées, sur une hauteur de 4 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation par verrou à code mécanique.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadénassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2° plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappe fermées en dehors des heures de travail.

Des systèmes de détection et d'alarme avec caméra vidéo, seront mis en place, avec report téléphonique d'alarme, comprenant des détecteurs infrarouge, une centrale de réception, des balises de réception, des flashes et sirènes de dissuasion. La centrale devra être reliée à un prestataire agréé, qui devra dépêcher un intervenant sur site, afin de vérifier la nature de l'intrusion et de réagir de manière adaptée, selon un protocole soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage.

La vérification des échafaudages sera réalisée par un organisme agréé par autocontrôle du monteur.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

En présence de polluants (amiante, plomb), un protocole de dépollution sera présenté avant début du montage.

20. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

Protections contre le bruit

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

21. Spécificités complémentaires

Curage-déconstruction

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des MPCA repérés et identifiés par étiquette ou marquage à la bombe de peinture.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdits d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation adéquate.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

Avant toute dépose de garde-corps existants, des protections collectives provisoires seront mises en œuvre.

En cas de dégagement de poussières ou de fumées, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

En cas de besoin, des cheminements horizontaux provisoires seront réalisés sur chaque plancher, de façon à permettre la circulation sécurisée des intervenants.

Silice

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m³ pour le quartz

0,05 mg/m³ pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

Ponçage des parquets

L'entreprise en charge des travaux procèdera à l'évaluation des risques liés au ponçage des parquets. Les mesures d'empoussièrement sur opérateur seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

En fonction des résultats des mesures d'empoussièrement, et si nécessaire, l'entreprise en charge des travaux devra veiller à la mise en œuvre des protections individuelles sur opérateurs (masques à ventilation assistée, combinaisons, etc...), ainsi que le confinement des zones à traiter.

Ce confinement sera réalisé par mise en œuvre de cloison BA 13 avec portes d'accès bois à condamnation unique depuis la zone confinée (polyane exclu), etc...

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le nettoyage des zones traitées par aspiration THE, avant déconfinement.

Gaz d'échappement

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, procéder à la ventilation mécanique des zones de travaux (amenée d'air frais, extraction), former et informer son personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuelle appropriés.

Les engins à propulsion thermique (Mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

Maladies nosocomiales

Pour lutter contre le risque d'aéro-bio-contamination lié à la présence de particules dont certaines vont pouvoir se charger de bactéries (sous forme végétative, Sporulée Bacillus par exemple) de champignons (genre aspergillus), de virus..., les mesures suivantes seront mises en œuvre :

- Confinement, avant toute intervention (cloisons, portes, fenêtres, trous de serrure, partie basse des portes, bouches de ventilation) ;
- Ventilation obturée dans les zones de travaux ;
- Mise en dépression de la zone de travaux ;
- Bâchage dans les circulations ;
- Balayage quotidien à l'humide des circulations utilisées par le personnel de l'entreprise ;
- Réalisation de sas de décontamination par rayonnement, avec zone d'habillage et de déshabillage, poubelle, stock d'EPI, lingettes de nettoyage, etc. ;
- Mise à disposition des intervenants d'EPI (sur-chaussures, combinaisons intégrales, demi-masques à ventilation assistée ;
- Gravats arrosés et javellisés ;
- Double ensachage des gravats dans les sas ;

Bâchage des camions et des bennes lors de l'enlèvement des gravats.

Zoonose

Pour lutter contre les risques liés à la présence de fientes d'oiseaux dans le bâtiment (ornithose-psittachose), une opération d'assainissement des locaux affectés sera menée avant toute intervention dans les existants.

Une base vie provisoire sera implantée dans la partie saine du bâtiment. Cette base vie comportera des vestiaires à double compartiment, un double sas, une douche, et un conteneur à fermeture hermétique.

Le double sas sera installé de manière à séparer les zones saines des zones affectées, et à permettre l'habillage et le déshabillage, avec les EPI adaptés: combinaison intégrale avec cagoule et sur chaussures, gants, demi-masque avec ventilation assistée.

Les personnels affectés aux travaux d'enlèvement des fientes devront avoir été formés à l'utilisation d'EPI à ventilation assistée, et avoir été reconnus apte par le médecin du travail.

22. Secours

Zone de rassemblement

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

Trousse de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

Procédure d'évacuation

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CRAMIF/CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPA

Adresse pour accès véhicules au chantier	Rue du président HUET 27000 EVREUX : accès livraison du TGI
Contraintes horaires et livraisons	9H / 17H
Moyens de levage partagés disponibles	NON
Zones tampons de stationnement	Suivant PIC Phase travaux préparatoire et de travaux principaux
Quais de déchargement partagés disponibles	non
Contraintes particulières du site	Site en exploitation durant les travaux + Coactivité avec les travaux connexes en toiture (hors mission BTP CONSUTLANTS)

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	<i>A préciser</i>	Adresse	<i>A préciser</i>
Nom du réceptionnaire	<i>A préciser</i>	Téléphone GSN/mail	<i>A préciser</i>
Plage horaire de livraison	<i>A préciser</i>		<i>A préciser</i>
Nom du Chef de manœuvre	<i>A préciser</i>	Téléphone GSN/mail	<i>A préciser</i>
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	<i>A préciser</i>	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible	<i>A préciser</i>
Nature du sol de la zone de déchargement	<i>A préciser</i>	Engin de levage utilisé pour l'opération.	<i>A préciser</i>
Engins de manutention disponibles pour l'opération	<i>A préciser</i>	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération	<i>A préciser</i>
Capacité de levage de la grue de chantier	<i>A préciser</i>	Surface et charge utile de la recette à matériaux	<i>A préciser</i>